

*Questions orales*

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**L'IMMIGRATION**

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui, même si elle prétend le contraire, a pris une décision que beaucoup de gens considèrent comme inhumaine, insensible et inconsidérée parce qu'elle se traduira par le renvoi d'un réfugié de l'ANC vers l'Allemagne de l'Est. Cette décision risque de créer une cause célèbre au moment même où nous nous préparons à accueillir Nelson Mandela au Canada.

Avant de la prendre, a-t-elle consulté le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour connaître ses répercussions sur la position du Canada dans le contexte de sa lutte contre l'apartheid?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je rappellerais au député que la personne en question a reçu un avis d'interdiction de séjour. Cela signifie qu'elle est libre d'aller dans n'importe quel pays de son choix. Elle n'est pas déportée; elle est libre d'aller où elle veut. C'est un avis d'interdiction de séjour, pas une expulsion et la décision a été prise par une commission indépendante.

Si le président de la commission du statut de réfugié juge que la question mérite d'être réexaminée, je suis sûre qu'il le fera. Je rappelle au député qu'il s'agit d'un processus quasi judiciaire.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, parmi les pays qui pourraient l'accueillir et que la ministre a mentionnés, il y a l'Allemagne de l'Est où sa femme n'aurait pas de droits à titre de citoyenne et où les réactions racistes et fascistes de certains ont déjà rendu la vie très difficile à d'autres habitants de même origine que M. Randeree.

Ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A-t-il réfléchi aux répercussions que pourrait entraîner le renvoi de ce réfugié de l'ANC, fils d'un partisan de l'ANC très près des dirigeants de cet organisme, si cela devait se produire pendant la visite de M. Mandela, d'autant plus que M. Randeree, le père de Mahmood, a écrit à Nelson Mandela pour lui demander d'intervenir?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, à plusieurs occasions, ma collègue a précisé à la Chambre que certaines

possibilités s'offraient à l'intéressé. Elle a également déclaré à la Chambre, en réponse à une question que lui posait le député de Winnipeg, que si M. Fairweather le recommandait, l'affaire serait réexaminée très attentivement.

Mais le député fait à la Chambre une proposition assez remarquable. Il propose, en effet, que le Canada modifie sa politique en fonction de visiteurs que nous accueillons chez nous. Sa proposition est tout à fait absurde et nous ne voudrions certainement pas l'adopter.

\* \* \*

[Français]

**LES ALLOCATIONS FAMILIALES**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Depuis plusieurs mois, j'ai effectué plusieurs démarches à la Chambre des communes, telles que pétition et motion, dans le but de faire devancer la date du paiement des allocations familiales du mois de septembre, afin d'aider financièrement les familles canadiennes lors de la rentrée scolaire.

Monsieur le Président, ma question est la suivante: Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui si effectivement son ministère est prêt à accorder ce changement cette année dans le cadre du projet de remaniement des allocations familiales.

**L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, j'aimerais très sincèrement remercier mon collègue.

Je suis très conscient de ces propos concernant cette question. Malgré le mérite de cette proposition, je ne suis pas prêt, à ce moment-ci, à introduire cette modification au système, mais je peux assurer mon collègue que cette proposition sera évaluée tant au point de vue des bénéfices que des coûts à encourir dans le cadre du projet de remaniement des programmes de la sécurité du revenu.

\* \* \*

• (1450)

**L'AGRICULTURE**

**M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Quel engagement concret et précis le vice-premier ministre a-t-il reçu du Président de l'URSS, M. Gorbat-